

Taches dans le paysage

La paix est toute théorique au pays des mille collines. La peur règne à Kigali. Les Casques bleus belges regrettent la Somalie. Et la situation devient intenable dans les camps de déplacés.

De notre envoyé spécial

Le convoi quitte la route principale, celle qui relie Kigali à la frontière ougandaise. Escortées par un hélicoptère d'observation, jeeps et camionnettes blanches frappées des lettres UN partent à l'assaut de la colline. Des bananeraies et quelques parcelles défilent en contrebas du chemin chaotique. On grimpe toujours plus, dépassant des paysans chargés de lourds fagots et des enfants qui agitent les mains au passage du détachement de la Minuar, la mission d'assistance de l'ONU au Rwanda.

Au détour de la route apparaissent les premiers « blindés ». C'est ainsi que l'on désigne les huttes de branches bâchées qui abritent les réfugiés. Ici, sur ces collines proches de la capitale, il faut plutôt parler de « déplacés ». Fuyant devant l'offensive militaire lancée en février 1993 par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), près d'un million d'habitants du Nord se sont regroupés dans des camps installés à l'intérieur du pays. La zone de l'immense camp de Nyacyonga, que traversent les paras belges, semble entièrement dévastée. Tous les arbres ont été coupés et le bois utilisé pour cuire la nourriture.

Le convoi reprend sa lente progression. Quelques kilomètres plus loin, au sommet de la colline, on pénètre enfin dans le camp de Rutongo, créé, celui-là, après la première grande attaque du FPR, en octobre 1990. Des enfants chantent et dansent en l'honneur des visiteurs. Sur d'autres flancs de montagnes, des grappes de petites taches bleues ou blanches : ce sont les milliers de « blindés » des camps voisins. « Il reste encore quelque 23 000 personnes dans ce camp-ci, raconte Stéphane Du Mortier, seul médecin à Rutongo. La plupart viennent de la commune de Kivuye, en zone contrôlée par la guérilla. Ils ont transité par trois à sept camps différents avant d'atterrir ici ! »

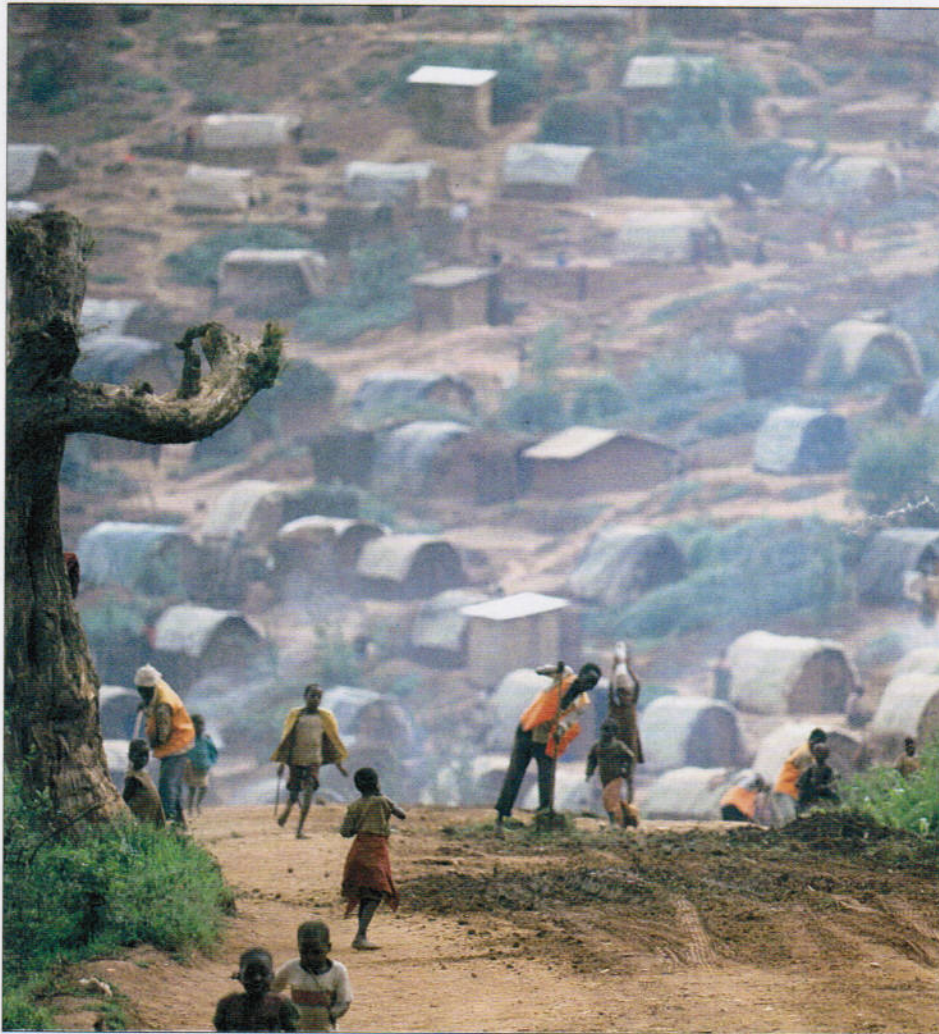
Nourris et soignés par l'aide humanitaire, les déplacés restent complètement inactifs. Faute d'espace, il leur est impossible de cultiver quoi que ce soit. Les conflits sont fréquents avec

les paysans de la commune, qui commencent à souffrir de la disette et se retrouvent dans une situation alimentaire parfois plus précaire encore que celle de la population des camps. Au Rwanda, pays surpeuplé — 7,5 millions d'habitants sur une superficie un peu plus petite que celle de la Belgique — et où chaque femme a en moyenne 8 enfants, les exploitations familiales sont souvent minuscules. Les terres ne cessent de s'appauvrir. « La situation devient intenable, avertit Du Mortier. Dans ce camp, nous nous contentons d'inculquer aux déplacés quelques valeurs éducatives et sanitaires. Nous passons également du temps

à leur faire comprendre que les Belges sont neutres dans le conflit rwandais et non, comme ils le pensent, des alliés de la guérilla FPR. »

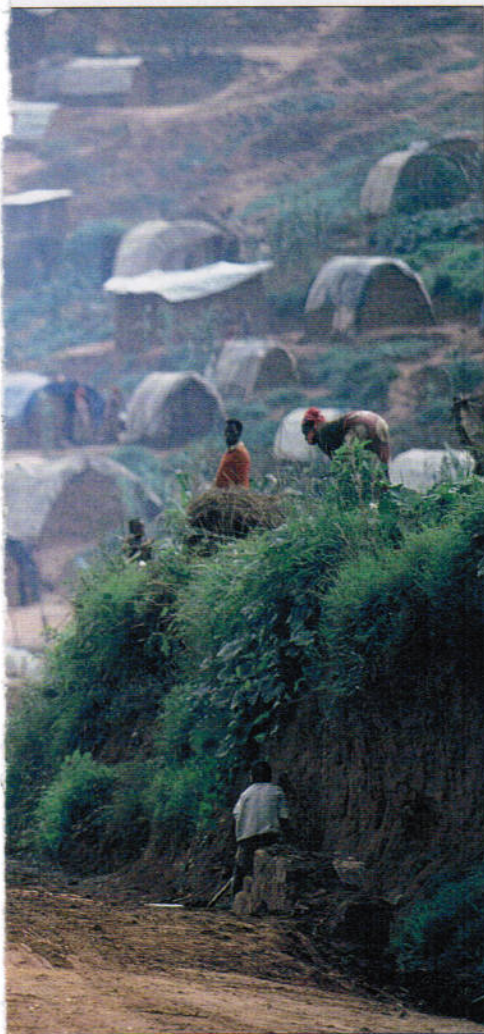
Seules 2 000 personnes du camp de Rutongo ont jusqu'ici repris le chemin du nord : elles craignaient que des réfugiés revenus d'Ouganda n'occupent leurs champs. Quant à leurs maisons de terre, abandonnées depuis plus de trois ans, elles se sont effondrées depuis longtemps. Léon Stouffs, représentant de la Croix-Rouge à Kigali, estime qu'il faudra relever un immense défi après le départ des déplacés : « La priorité absolue sera le reboisement de toute la région, assure-

REPORTERS





La présence d'un bataillon des rebelles du FPR installé dans l'enceinte même du Parlement à Kigali est l'un des aspects les plus insolites de la « drôle de paix » rwandaise. En bas : au détour du chemin, le camp de déplacés de Nyacyonga.



t-il. Le climat s'est déjà modifié à cause de la disparition des forêts. »

Malgré certains mouvements de retour — 550 000 Rwandais ont regagné la zone démilitarisée qui sépare les forces gouvernementales de celles des rebelles —, le pays compte toujours 370 000 déplacés de guerre, auxquels s'ajoutent, dans le sud, quelque 250 000 réfugiés burundais qui ont fui les massacres d'octobre dernier dans leur pays. L'heure du grand exode ne sera venue que lorsque se traduiront enfin dans les faits les accords de paix signés en août 1993 à Arusha, en Tanzanie (ils ont mis fin à trois ans d'une guerre civile sanglante).

La première phase de ces accords, qui aurait dû s'achever en décembre, prévoyait l'élargissement des institutions aux dirigeants du FPR. Le blocage politique continue toutefois à empêcher la constitution du gouvernement et du parlement de transition. La mouvance présidentielle — l'ex-parti unique et la coalition des ultras Hutus — et les partis d'opposition se rejettent la responsabilité de la confusion politique, qui laisse libre cours aux règlements de compte personnels, ethniques ou politiques et aux actes de banditisme. Des listes de personnes à éliminer circulent et les agressions à la grenade ou à coups de bâton sont presque quotidiennes.

La première phase de ces accords, qui aurait dû s'achever en décembre, prévoyait l'élargissement des institutions aux dirigeants du FPR. Le blocage politique continue toutefois à empêcher la constitution du gouvernement et du parlement de transition. La mouvance présidentielle — l'ex-parti unique et la coalition des ultras Hutus — et les partis d'opposition se rejettent la responsabilité de la confusion politique, qui laisse libre cours aux règlements de compte personnels, ethniques ou politiques et aux actes de banditisme. Des listes de personnes à éliminer circulent et les agressions à la grenade ou à coups de bâton sont presque quotidiennes.

KIGALI LA PEUR

« Depuis l'assassinat du ministre des Travaux publics, fin février, les hommes politiques modérés ont peur. Ils n'osent plus sortir de chez eux le soir », confie l'épouse de Lando Ndasingwa, le leader Tutsi du Parti libéral. Pour certains opposants, ce meurtre donne à penser que le président Juvénal Habyarimana, qui doit céder le pouvoir exécutif au gouvernement de transition le jour où celui-ci sera mis en place, « a repris le dessus » et « ne craint plus personne ». D'autres ajoutent qu'il se sentirait discrètement soutenu par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, le diplomate camerounais Jacques-Roger Booh-Booh.

Ce dernier répète que le « pourrissement » de la situation est à imputer aux deux principaux partis de l'opposition. Ce n'est pas faux : le MDR (Mouvement démocratique républicain) connaît un sérieux conflit de pouvoir et le PL (Parti libéral) est déchiré par des

clivages d'ordre ethnique. Mais des responsables de ces formations répliquent que ces dissensions sont provoquées par la présidence elle-même, qui « réglerait » les ennuis financiers de tel ou tel leader en échange de son ralliement. On tourne en rond. Du coup, le vide du pouvoir fait rejaillir la menace d'une reprise des hostilités.

Le Front patriotique ne se contente plus, en effet, d'accuser le président d'alimenter le climat de tension. « Ceci n'est pas une menace, mais, si le blocage se poursuit, nous ne pourrions éviter une nouvelle guerre », nous confie Patrick Mazimpaka, premier vice-président du FPR, qui demande à la Belgique d'accentuer les pressions sur Habyarimana. Les oreilles du ministre de la Défense Leo Delcroix, venu rendre visite aux Casques bleus belges la semaine dernière, ont dû tinter car, le même jour, il demandait au président rwandais de faire usage de son autorité pour débloquer la situation.

DANS LES TRANCHÉES

En attendant, afin d'assurer la protection de ses futurs ministres envoyés à Kigali, le FPR dispose toujours d'un bataillon de 600 hommes parqués par les Casques bleus dans les jardins d'une Assemblée nationale rwandaise désertée par ses parlementaires. Ils y ont planté leurs tentes, construit des postes de garde et creusé des centaines de mètres de tranchées et de galeries. « La vue de nos soldats installés ici même, au cœur de la ville, ne doit pas réjouir le président qui passe tous les jours en voiture devant les grilles ! » s'exclame en riant Cyrien Kanamugiré, journaliste à la radio des rebelles.

Les reports successifs dans la mise en place du gouvernement de transition ne facilitent pas non plus le travail de la Minuar. Composée de militaires venus pour l'essentiel de Belgique (420), du Bangladesh (940) et du Ghana (840), la force des Nations unies doit se contenter de patrouiller dans la capitale, d'escorter certaines personnalités et d'assister la gendarmerie locale lors des — rares — saisies d'armes. Au grand dam des paras belges, leur mandat n'est pas, comme en Somalie, d'imposer la paix, mais de garantir l'application des accords conclus par les Rwandais eux-mêmes. D'ici au 5 avril, lorsque le Conseil de sécurité de l'Onu réexaminera la situation du Rwanda, la Belgique demandera un élargissement du mandat d'assistance aux Casques bleus. Si, dans la quinzaine, la paix n'existe toujours que sur papier, il ne s'agira pas d'élargir le mandat. Mais bien d'envisager d'y mettre fin.

Olivier Rogeau ■